

Le 28 octobre dernier le désastre annoncé a eu lieu : pour cette huitième élection depuis la fin de la dictature (1985), l'ex-capitaine Jair Bolsonaro gagnait les élections présidentielles et, par là même, l'exécutif du plus grand pays latino-américain et de la 7ème puissance économique mondiale (avec 209 millions d'habitants). Il raflait ainsi plus de 55% des suffrages (58 millions des voix valides), soit presque 10 millions de plus qu'au premier tour, suite à une campagne axée sur un discours ouvertement fascisant, marqué par les provocations racistes, misogynes et homophobes.

Son « fonds de commerce » a été son hostilité envers le Parti des travailleurs (PT), centre-gauche au pouvoir de 2002 à 2016, tout en qualifiant de « terroristes » les militants des mouvements populaires, notamment les sans-terre, les sans-toits et les syndicalistes. Partisan de la libéralisation des armes, de la militarisation des favelas, admirateur de Trump et de Pinochet, il s'est construit une image de candidat antisystème et anticorruption, alors qu'il est parlementaire depuis 3 décennies... Sa campagne financée, sans aucun contrôle, par de grands groupes capitalistes, a aussi été celle des « fake-news » et d'un usage massif des réseaux sociaux contre son adversaire du PT, Fernando Haddad.

Les noms des membres du gouvernement qui a pris ses fonctions le premier janvier 2019 confirment une combinaison de néolibéralisme et d'autoritarisme répressif. Ce tournant est assurément le produit d'une grave crise démocratique et d'un usage politique de l'appareil judiciaire par un secteur de la caste politique, qui a signifié un « coup d'Etat parlementaire » contre Dilma Rousseff (destituée en 2016), puis l'emprisonnement de Lula Da Silva pour corruption, sans preuves concrètes à ce jour, alors qu'il restait ultra-favori des sondages. Mais les racines du mal sont aussi bien plus profondes : elles ont à voir avec un modèle économique extractiviste et brutalement inégalitaire, avec un pays traversé par la violence et les héritages de la dictature, et aussi avec le désenchantement croissant face au bilan de 13 ans de gouvernements sociaux-libéraux du PT.

Pour en parler, nous avons posé quelques questions à l'économiste marxiste Mylène Gaulard, enseignante-chercheuse à l'Université Grenoble-Alpes et qui travaille depuis plusieurs années sur les modèles de développement de la Chine et du Brésil^[1].

Contretemps : Dans un premier temps peux-tu revenir sur la situation économique et sociale du Brésil à la veille de l'élection de Bolsonaro, la profonde crise que traverse le pays et le modèle d'accumulation dépendant de ce géant de l'Amérique Latine. En quoi, de plus, cette situation économique et sociale -terriblement inégalitaire- explique-t-elle, selon toi, le développement du bolsonarisme ?

Mylène Gaulard : L'élection de Bolsonaro est la conséquence directe de la crise économique qu'affronte le Brésil depuis quelques années. Subissant un ralentissement depuis 2012, l'économie brésilienne s'est même confrontée à une récession en 2015 et 2016, avec une baisse du PIB de près de 7% sur ces deux années, la plus grave crise connue par ce pays depuis la décennie 1980. Les conditions de vie de la majorité des Brésiliens continuent actuellement de se dégrader, avec un taux de chômage qui est passé de 6,5% à 13% de la population active entre 2011 et 2018. Le travail informel, non déclaré auprès des autorités et donc non couvert par la sécurité sociale, s'est remis à augmenter pour concerner plus de la moitié de la population, et les programmes d'austérité mis en

place depuis 2015, déjà sous la deuxième présidence de Dilma Rousseff, aggravent encore davantage la situation. Depuis 2016, il est même inscrit dans la constitution que les dépenses publiques seront gelées pour les vingt prochaines années, ce qui risque d'impacter les catégories les plus pauvres de la population.

Il ne faut effectivement pas oublier que si le Brésil reste l'un des pays les plus inégalitaires au monde, les inégalités de revenus n'avaient pas cessé de baisser depuis la fin de la décennie 1990, aussi bien grâce aux politiques sociales développées par Lula comme la Bourse famille ou le quadruplement du salaire minimum sur toute la décennie 2000, que grâce à la maîtrise de l'inflation qui pénalisait jusqu'au milieu de la décennie 1990 les couches les plus modestes de la population. Mais c'est surtout la reprimarisation de l'économie brésilienne qui a permis de recruter de plus en plus de travailleurs non qualifiés et de diminuer les inégalités régionales. La chute des cours des matières premières observée depuis 2012 a finalement brisé cette douce illusion d'une émergence qui profiterait aussi aux plus pauvres. Ces derniers se retrouvent les premiers concernés par la crise. Face à cette situation, une partie des Brésiliens ont manifesté, par le biais du vote Bolsonaro, leur hostilité aux politiques qui les ont conduits jusque-là. La révélation d'une multitude d'affaires de corruption depuis dix ans tend à accroître encore davantage ce rejet d'une élite politique qui n'a pas été capable de percevoir les dangers de leur politique économique ayant mené notamment à la désindustrialisation du pays.

L'ascension de cette extrême-droite fascisante s'appuie sur les secteurs les plus réactionnaires de la société brésilienne (les fameux « 3 B »), et notamment les Eglises évangéliques. Peux-tu revenir sur cette articulation entre extrême-droite et ces Eglises et leur rôle dans l'encadrement d'une partie des classes populaires.

Il y a trois ans, le PT a effectivement utilisé ce sobriquet des « BBB » (Bœuf, Bible, Balle) pour désigner un groupe conservateur en plein essor au sein de la Chambre des députés. Les évangéliques, réunissant environ 13% des élus, les partisans de la liberté du port d'arme et les représentants de l'agrobusiness et des grands propriétaires terriens n'ont effectivement jamais eu autant de poids auprès de cette chambre. Ce sont eux notamment qui se trouvent derrière la procédure de destitution de Dilma Rousseff durant l'été 2016. Le vote en faveur de la réduction de la majorité pénale de 18 à 16 ans en 2015 ou bien la réforme du code du travail en 2017, en faveur d'une plus grande flexibilité, n'auraient également jamais pu passer sans la présence de ce groupe qui constitue bien, de façon totalement informelle, plus de la moitié de la chambre basse.

Sur le problème plus précis des évangéliques, avec notamment parmi les grands représentants du « front évangélique » Eduardo Cunha, le député ayant lancé la procédure de destitution de Rousseff avant d'être lui-même atteint par une affaire de corruption, il est évident que toute cette communauté fut d'un appui certain pour Bolsonaro qui espérait réunir 80% des votes de celle-ci. Presque le tiers de la population brésilienne est aujourd'hui protestante (contre moins de 5% en 1950), et les églises évangéliques, qui savent particulièrement bien utiliser les moyens de communication comme la radio et la télévision pour recruter toujours plus de fidèles, sont en plein essor, recrutant aussi bien chez les classes populaires que dans les classes dominantes^[2]. La possibilité de trouver un refuge auprès d'une église spécifique qui fournit des aides, des conseils et un sentiment de communauté s'adapte assez bien avec la modernité néolibérale. Et ce d'autant plus

au sein des églises néo-pentecôtistes qui ont adopté la « théologie de la prospérité », légitimant la possession de richesses et promouvant une certaine consommation ostentatoire, ce qui plaît particulièrement aux catégories les plus aisées de la population.

Avec la crise économique, le besoin, spirituel mais aussi matériel, d'appartenir à une communauté dans des villes confrontées à un degré de violence inimaginable en Europe explique aussi que ces églises aient pu autant séduire également du côté des classes populaires. Une partie de ces dernières se caractérise ainsi de plus en plus par son conservatisme et une crispation sur certaines valeurs morales, comme l'opposition à l'homosexualité, à l'avortement ou à la pratique de rites africains chez une minorité de la population, qui la distinguent d'un « évangélisme progressiste » tel que celui prôné par Marina Silva. Le vote Bolsonaro peut donc être autant analysé comme un vote de rejet des élites traditionnelles, considérées comme toutes corrompues, que comme un vote d'adhésion à ces valeurs conservatrices qui donnent l'impression à un prolétariat urbain, idéologiquement perdu, de retrouver une forme d'ancrage dans le capitalisme actuel.

En quoi, le bilan du PT au pouvoir (2003-2016), son adaptation au système institutionnel, ses options stratégiques, ses alliances avec une partie des classes dominantes ou encore son refus de mobiliser massivement contre la détention de Lula ont-elles contribué à l'ouverture du champ politique à Bolsonaro ? En même temps, on voit que Lula est resté extrêmement populaire et que le parti résiste dans plusieurs États, notamment dans le Nord-Est...

Alors que Lula était présenté comme le candidat d'une gauche « radicale », et ce au point de faire chuter la première année de sa présidence, en 2003, les flux entrants d'investissements directs étrangers, les intérêts des classes dirigeantes n'ont pas du tout été bouleversés durant les treize ans où le PT a dirigé le pays. Bien au contraire. Les taux d'intérêt ont été maintenus à des niveaux extraordinaires, faisant du Brésil l'un des pays les plus attractifs pour les spéculateurs. Par ailleurs, alors qu'il s'était appuyé sur le Mouvement des sans-terres dans sa course à la présidence, Lula, de même que Dilma Rousseff après lui, n'a pas hésité à nommer des représentants de l'agrobusiness et des grands propriétaires fonciers aux ministères de l'agriculture et du développement agricole/agriculture familiale (ce dernier vit même ses compétences transférées au ministère du développement social en 2016...).

Si les intérêts des catégories les plus privilégiées de la population ont été préservés, ceux des plus pauvres furent donc particulièrement piétinés. En raison du poids des impôts indirects et d'une charge fiscale qui connaît une augmentation constante depuis la décennie 1980, les 10% les plus pauvres paient toujours davantage d'impôts, en pourcentage de leurs revenus, que les 10% les plus riches. Confrontée à un déficit public de 10,2% du PIB en 2015, Dilma Rousseff a aussi directement mis en application le programme d'austérité pourtant proposé par son principal adversaire aux élections présidentielles de l'année précédente, avec des baisses drastiques du côté des dépenses sociales.

Ce qu'on retient généralement du bilan du PT, c'est surtout cette baisse des inégalités que j'évoquais précédemment. Celle-ci s'explique pourtant davantage par la reprimarisation de

l'économie brésilienne, dans un contexte de hausse artificielle des cours à l'échelle mondiale, que par les programmes sociaux comme la Bourse famille dont l'impact fut davantage médiatique que social ou économique (seul 0,4% du PIB est consacré à ce programme destiné à fournir un revenu minimum aux 25% les plus pauvres)[3]. Il est vrai que Lula et le PT ont obtenu l'appui de régions comme le Nordeste qui ont vu durant la décennie 2000 leur taux de pauvreté baisser, avec une diminution constante des inégalités régionales durant toute la décennie, mais cette évolution était purement conjoncturelle, causée par les besoins croissants des entreprises de l'époque en main d'œuvre non qualifiée et en matières premières. Les classes populaires urbaines sont aujourd'hui beaucoup moins enthousiastes sur le bilan du PT.

On connaît désormais les figures centrales qui composent le gouvernement et notamment à la tête d'un super ministère de l'économie, l'ultra-libéral Paulo Guedes. Comment analyses-tu les déclarations de ce « Chicago Boy » et son programme de « choc néolibéral » ? Peut-on dire que Bolsonaro est le candidat du capital financier et industriel ou un « candidat par défaut » face à l'effondrement de la droite traditionnelle ?

Paulo Guedes est effectivement un économiste brésilien ayant passé sa thèse de doctorat à l'Université de Chicago, bien connue depuis des décennies pour fournir un grand nombre de théoriciens et politiques hyper-libéraux, d'ailleurs surnommés les « Chicago Boys » au Chili lors du rapprochement de ces économistes avec le régime de Pinochet durant la décennie 1970. En tant que futur ministre de l'économie, son programme est assez clair : il s'agit de diminuer les dépenses sociales, de faire passer le Brésil à un système de retraite par capitalisation et de relancer un programme de privatisations pour les dernières grandes entreprises publiques. Cette dernière question le met d'ailleurs en porte-à-faux avec Bolsonaro qui regrettait, en 1999, que la dictature militaire n'ait pas fusillé le Président de l'époque, Cardoso, qu'il condamnait alors pour les privatisations de la décennie 1990. Durant toute sa campagne, Bolsonaro n'a effectivement eu de cesse de promettre que les grandes compagnies comme Petrobras et Electrobras ne seraient pas privatisées, ce qui le place en totale opposition avec son futur ministre.

Il est donc vrai que le programme économique de Bolsonaro est sans doute celui sur lequel tous les doutes sont permis. Depuis trente ans, l'ancien capitaine prône un retour au développementalisme adopté par les militaires durant le « Miracle économique » brésilien (1967-1973). Il critique la désindustrialisation et les intérêts des grands groupes financiers qui ont largement profité depuis la décennie 1990 des taux d'intérêts brésiliens, parmi les plus élevés au monde. On ne peut donc pas dire qu'il soit le candidat naturel du capital financier, bien que le rebond observé à la Bourse de Sao Paulo le lendemain de son élection, révèle un optimisme assez fort du côté de la finance. Il le deviendra peut-être sous l'influence de Guedes, mais cela le poussera à renier ses promesses de campagne, ce qui pourrait lui faire perdre l'appui d'une grande partie de la population, notamment des évangéliques qui au-delà de leurs valeurs conservatrices sur le plan moral, sont plutôt en faveur d'une intervention plus forte de l'État en matière socio-économique. Il répète régulièrement ne rien comprendre à l'économie : est-ce le signe qu'il s'apprête déjà à suivre cette voie hyper libérale, à écouter les avis de ses plus proches conseillers ?

En fait, force est de constater qu'à côté de la nomination de Paulo Guedes à un super ministère de l'économie chargé du commerce extérieur, de l'industrie et des finances publiques, une représentante de l'agrobusiness, Tereza Cristina, arrivera également dans quelques mois au ministère de l'agriculture. Alors que Bolsonaro critiquait jusqu'ici la désindustrialisation du Brésil, ce choix révèle clairement une certaine marche arrière vis-à-vis d'un projet développementaliste en faveur de la réindustrialisation. Son conservatisme sur la question des mœurs, qu'il s'agisse de ses propos contre les Noirs, les homosexuels ou ceux sur les femmes, pourrait donc bien s'accompagner d'un ultralibéralisme dans le domaine économique. Ce n'est pourtant pas sur un tel programme qu'il a séduit une partie de la population

Tu travailles également sur la Chine depuis longtemps et l'Empire du milieu constitue le premier partenaire commercial du Brésil. Bolsonaro est-il susceptible de suivre le chemin en partie protectionniste et d'hostilité envers la Chine impulsé par Trump aux États-Unis ; ce dernier s'étant d'ailleurs montré enthousiaste par l'élection du candidat d'extrême-droite brésilien.

Bolsonaro tient depuis des années des propos très agressifs vis-à-vis de la Chine. Il accuse les précédents gouvernements d'avoir mené à une situation dans laquelle les Brésiliens seraient devenus « les locataires des Chinois ». Sa grande formule est que « la Chine n'est pas en train d'acheter au Brésil, elle achète le Brésil ». La grande puissance asiatique est effectivement devenue en 2009 le premier partenaire commercial du pays en achetant notamment une grande partie de son soja et de son minerai de fer. Les investissements chinois dans les mines, l'agriculture, les télécommunications et le secteur automobile se sont aussi multipliés pour faire de la Chine le pays investissant le plus au Brésil, loin devant les États-Unis et le Canada. Ce n'est qu'avec la crise économique que le Brésil a restauré (en 2016) un léger excédent commercial avec ce pays qui a largement contribué à creuser son déficit depuis dix ans. Durant l'été dernier, Bolsonaro a pourtant commencé à adoucir ses propos en insistant sur le fait qu'il était important de conserver un « partenaire commercial aussi exceptionnel ». Effectivement, 26% des exportations brésiliennes étaient destinées à la Chine au premier trimestre 2018...

Mais on peut comprendre l'hostilité de nombreux Brésiliens, et pas seulement de Bolsonaro, lorsqu'on constate que le pays s'est installé dans une division du travail avec son premier partenaire commercial qui lui est largement défavorable, expliquant en partie la reprimarisation de l'économie et sa « désindustrialisation précoce ». Plus de 80% des exportations brésiliennes vers la Chine sont en effet composées de matières premières, produits agricoles et miniers, dont les prix ont fortement chuté depuis 2012, alors que 95% des exportations chinoises vers le Brésil sont constituées de produits manufacturés. La conséquence de ces échanges est donc bien plus déplorable que ce qui peut être dénoncé aux États-Unis par Trump lorsque ce dernier s'attaque au commerce transpacifique.

Le Brésil est composé de grands mouvements populaires et a une tradition de luttes syndicales importantes ; de plus, le PSOL[4] - à son échelle (encore modeste)- a réussi à consolider son assise politique et électorale dernièrement : comment vois-tu la réorganisation des résistances sociales et politiques dans les mois à venir face à une menace autoritaire, et même fasciste ?

Les mouvements sociaux se sont particulièrement radicalisés depuis la décennie 2000, sûrement en raison du sentiment de nombreuses couches de la population d'avoir été trahies par le PT au pouvoir. La grève des camionneurs, protestant contre la hausse des prix du carburant, a littéralement paralysé le pays pendant quinze jours l'été dernier, avec le soutien de la majorité des Brésiliens. Un peu semblable au mouvement des Gilets jaunes en France, cette grève fut accusée d'être infiltrée par l'extrême-droite uniquement parce qu'elle n'était pas contrôlée par les partis et organisations traditionnelles. L'utilisation des nouvelles technologies, des réseaux sociaux et messageries instantanées comme Whatsapp, a permis de lancer un mouvement d'une ampleur considérable, cela se renouvellera sûrement. Depuis 2013, le rôle des réseaux sociaux est une constante dans les grands mouvements. A voir, maintenant, si cette nouvelle forme de mobilisation et de contestation, plus spontanée que les anciens mouvements sociaux placés sous l'autorité des syndicats et partis politiques, sera plus à même de défendre les intérêts des Brésiliens...

Le parti issu en partie de l'aile gauche du PT (en 2004), le PSOL, est de son côté effectivement en train de réunir ses forces pour faire front face aux prochaines attaques contre les travailleurs, mais la perte de confiance de la population vis-à-vis des partis politiques me laisse plutôt sceptique sur sa capacité à rassembler sur le court terme. Il est vrai que la CUT et plusieurs autres centrales syndicales ont réussi à mobiliser dans une grève générale 40 millions de Brésiliens le 28 avril 2017, un record depuis au moins 20 ans, mais compte tenu de l'ampleur des réformes observées l'année dernière sur le marché du travail, le résultat était moins important que prévu. Le 30 juin 2017, le même appel à la grève générale fut un échec... Mais rien n'empêche que, loin du pouvoir, toutes ces organisations finissent par regagner une certaine légitimité pour s'opposer frontalement au nouveau gouvernement dans les prochains mois, voire années.

Propos recueillis par Franck Gaudichaud.

[Une version courte de cet entretien](#) a été publiée dans la revue *L'Anticapitaliste*.

Notes

[1] On lui doit notamment : *Karl Marx à Pékin. Les racines de la crise en Chine capitaliste*, Paris, Demopolis, 2014 et *Économie du Brésil*, Paris, éditions Bréal, 2011, nouvelle publication en 2019.

[2] A ce sujet, cf. Lamia Oualalou, *Jésus t'aime ! La déferlante évangélique*, Paris, Cerf, 2018.

[3] Sur cette question, je renvoie à mon petit ouvrage *Économie du Brésil* qui sort dans une deuxième édition actualisée en janvier 2019 (Paris, éditions Bréal).

